



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Pays de la Loire

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le

11 FEV. 2019

Unité Départementale de Maine-et-Loire  
Division Territoriale des Risques Technologiques

Nos réf. : 2018-196\_ENRE\_NATINOV\_RAP

Vos réf. : vos transmissions du 24/10/2016, 31/05/2017, et du 22/06/2018

Affaire suivie par Carole RABUSSEAU

carole.rabusseau@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02.41.33.52.72. – Fax : 02.41.33.52.99.

### RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

#### I - Contexte et objet

La société NATINOV exploite à Chemillé-en-Anjou, sur la commune déléguée de Saint-Lézin, un établissement d'extraction de produits actifs à partir de végétaux. Les installations sont exploitées sous couvert des récépissés de déclaration du 7 mars 2012 et 6 février 2013 qui visent les rubriques suivantes :

- 1412.2.b : stockage de propane de 26 tonnes ;
- 1433.B.b : emploi de liquides inflammables (quantité totale équivalente de 3 tonnes) ;
- 1432.2.b : stockage de liquides inflammables (capacité équivalente de 38,2 m<sup>3</sup>) ;
- 2921.1.b : 2 tours aéroréfrigérantes pour une puissance totale de 1007 kW ;
- 2910-A-2 : installations de combustion (2 chaudières pour une puissance de 2,79 MW).

L'exploitant a adressé en date du 16 septembre 2016 une demande d'antériorité portant sur les rubriques 4331 et 4718. Cette demande a été complétée le 30 septembre 2016 puis le 26 novembre 2018.

En avril 2018, l'exploitant a transmis un dossier présentant un projet de création d'une station de traitement des effluents, avec utilisation des eaux traitées en irrigation.

Le présent rapport a pour objet de proposer un arrêté préfectoral encadrant les nouvelles modalités de rejets des eaux résiduelles industrielles, et mettant à jour la situation administrative du site.

#### II - Présentation du dossier du demandeur

##### II.1 - Le demandeur

Raison sociale	NATINOV
Adresse	Zone Artisanale de Montendre – Saint Lézin - 49120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU
SIRET	438779365 00016
Activité	Extraction de produits actifs à partir de végétaux
Situation administrative	Situation antérieure au décret du 3 mars 2014 : déclaration (rubriques 1412, 1432, 1433, 2921 et 2910) avec récépissés de déclaration délivrés les 07/03/2012 et 06/02/2013

##### II.2 - Principales caractéristiques de l'établissement et des installations

Le site NATINOV, implanté dans la zone artisanale de Montendre à Saint Lézin, a été créé en 1993. Il a d'abord accueilli des installations de stockage de végétaux secs, une activité de préparation de compléments alimentaires et un atelier de broyage-ensachage.

En 2013, un nouveau bâtiment a été créé sur le site afin d'accueillir les activités de production d'extraits végétaux, qui étaient jusqu'alors développées sur un autre site. Ces installations ont été déclarées en mars 2012 (déclaration initiale) puis en février 2013 (déclaration des modifications, le projet s'étant affiné).

L'établissement met en œuvre les procédés suivants :

- pour la fabrication des extraits hydro-alcooliques ou aqueux :
  - broyage de végétaux secs ;
  - extraction des produits actifs par macération des végétaux dans une solution hydro-alcoolique, dans l'eau ou extraction à l'eau subcritique ;
  - évapo-concentration (obtention d'extraits liquides), complétée par étuvage-broyage-concassage ou atomisation, pour l'obtention d'extraits secs ;
- pour la fabrication des eaux florales : distillation des plantes à la vapeur d'eau ;
- pour la fabrication de compléments alimentaires destinés à l'alimentation humaine ou animale (activité mise en œuvre dès 1993) : broyage de végétaux secs, mélange d'ingrédients secs ou liquides.

La vapeur nécessaire aux procédés d'évapo-concentration et de distillation est produite par deux chaudières fonctionnant au propane. L'eau froide permettant de condenser les vapeurs obtenues lors de l'évapo-concentration ou la distillation, est fournie par deux tours aéroréfrigérantes.

### II.3 - Demande d'antériorité rubriques 4331 et 4718 - situation administrative

Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2015, la nomenclature des ICPE a été totalement refondue avec la création des rubriques 4000 et la suppression de 60 rubriques 1000. Cette modification a été introduite par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014, pour mettre en cohérence la nomenclature des ICPE avec la classification des substances et mélanges dangereux introduite par le règlement européen « CLP » ou « Classification, Labelling, Packaging » (règlement sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges).

L'exploitant a ainsi adressé en date du 16 septembre 2016, complétée le 30 septembre 2016, une demande d'antériorité portant sur les rubriques :

- **4718**, visant le stockage de propane (alimentant les chaudières), classé sous la rubrique 1412 avant le changement de nomenclature. La capacité reste inchangée ;
- **4331**, visant les liquides inflammables de catégorie 1 ou 2 présents sur le site, classés sous les rubriques 1432 (stockage) et 1433 (emploi) avant le changement de nomenclature.

La demande d'antériorité est toutefois apparue incorrecte pour la rubrique 4331, les quantités considérées étant comptabilisées en capacité équivalente (notion qui n'existe plus dans la nouvelle nomenclature 4000), et n'étant pas en cohérence avec celles mentionnées dans la déclaration de 2012. À la demande de l'inspection, une demande d'antériorité corrigée a donc été transmise par l'exploitant en date du 26 novembre 2018.

Le tableau suivant détaille l'évolution du classement des installations de l'établissement :

Récépissés des 07/03/2012 et 06/02/2013			Situation en 2018 – demande d'antériorité				SA <sup>2</sup>
Rubrique	Capacité	Régime <sub>1</sub>	Rubrique	Désignation complète	Capacité	Régime <sub>1</sub>	
1412.2.b	stockage de propane de 26 tonnes	DC	4718.2.b	<b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2</b> (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, [...]). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	<b>26 tonnes de propane (inchangé)</b>	DC	a
1433.B.b	emploi de liquides inflammables : quantité totale équivalente de 3 tonnes	DC	4331.2	<b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1.000 t	- solvants neufs ou usés (cuves enterrées) : 92,55 t - stock produits finis ou semi-finis : 85 t - installations de production : 88 t	E	a
1432.2.b	stockage de liquides inflammables : capacité équivalente de 38,2 m <sup>3</sup>	DC			<b>Total : 265,55 t</b>		
2921.1.b	2 tours aéro-réfrigérantes Puissance totale de 1007 kW	D	2921.b	<b>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) :</b> b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	1 tour de 657,8 kW 1 tour de 503,5 kW  <b>Total de 1161,3 kW</b> (puissance corrigée par rapport à la déclaration initiale)	DC	b

Récépissés des 07/03/2012 et 06/02/2013			Situation en 2018 – demande d'antériorité				SA <sup>2</sup>
Rubrique	Capacité	Régime <sub>1</sub>	Rubrique	Désignation complète	Capacité	Régime <sub>1</sub>	
2910-A-2	installations de combustion : 2 chaudières pour une puissance de 2,79 MW	DC	2910.A.2	<b>Combustion</b> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse [...], à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	2 chaudières fonctionnant au propane <b>2,79 MW</b> (inchangé)	DC	b

<sup>1</sup>: (E) Enregistrement, (D) Déclaration, (DC) Déclaration avec contrôle périodique

<sup>2</sup>: Au vu des informations disponibles, la situation administrative (SA) des installations déjà exploitées ou dont l'exploitation est projetée est repérée de la façon suivante : (a) Installations bénéficiant du régime de l'antériorité (b) Installations dont l'exploitation a déjà été autorisée (c) installations non encore exploitées objet de la demande

#### II.4 - Projet de station de traitement des effluents

##### Nature des eaux résiduaires industrielles et modalités de traitement

Les eaux résiduaires industrielles sont constituées :

- des eaux de lavage des équipements de l'atelier extraction, et le lavage des sols,
- de l'eau utilisée comme solvant d'extraction (en mélange ou non avec de l'éthanol) et récupérée lors de l'évapo-concentration puis distillation du mélange eau-éthanol (nommé dans la suite du rapport « rejets de distillation »)
- des eaux provenant des installations techniques (purge des tours aéroréfrigérantes et des chaudières),
- des pompes à vides.

Ces eaux résiduaires étaient rejetées au réseau communal en vue d'être traitées dans la station d'épuration de la commune de Saint Lézin, jusqu'à fin 2015. Cette ancienne station collective, arrivée à saturation, a été remplacée à l'été 2016 par une nouvelle station dont le dimensionnement n'a pas intégré la prise en charge des effluents de Natinov. Depuis cette date et dans l'attente de la mise en place d'un dispositif de traitement sur le site de Natinov, les effluents sont traités dans la station d'épuration de Chemillé.

Un premier dossier proposant un dispositif de traitement a été déposé par l'exploitant en janvier 2016, mais le dimensionnement de la filière de traitement s'est avérée insuffisant. Natinov a donc transmis en avril 2018 un nouveau dossier, après avoir procédé à une caractérisation plus fine de ses rejets.

Les eaux résiduaires industrielles ont été caractérisées lors de deux campagnes de mesures réalisées en mai puis septembre 2016, afin de dimensionner la filière de traitement.

Les rejets de distillation sont apparus très chargés (5 à 12 % d'alcool). Ils peuvent représenter 80 % de la charge en DCO pour un volume de rejet d'environ 25 m<sup>3</sup>/mois. Il a été décidé de les traiter séparément dans un premier temps (évacués pour un traitement en externe). Dans un second temps, après validation de leur biodégradabilité, les rejets de distillation pourront être traités à débit lissé dans la nouvelle filière de traitement prévue, avec évacuation des volumes excédentaires le cas échéant pour un traitement externe par méthanisation.

Les rejets apparaissent globalement carencés en azote et phosphore.

La filière de traitement a été dimensionnée pour traiter un débit de 23 m<sup>3</sup>/j et les flux de polluants détaillés dans le tableau ci-dessous (hors rejets de distillation), majorés de 30 %, en vue de respecter les valeurs limites de rejets fixées en concentration dans l'arrêté du 20 avril 2005 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4331 (qui reste applicable au site, compte tenu de l'antériorité des installations). Pour la DCO, la DBO5 et les MES, l'exploitant s'engage à respecter des valeurs limites en concentration plus restrictives que celle de l'arrêté du 20 avril 2005.

	<b>Effluents bruts à traiter</b> (hors rejets de distillation) selon les résultats des campagnes de mesures		<b>Effluents traités rejetés</b> Propositions de l'exploitant	
<b>Débit</b>	30 m³/j au maximum, 18 m³/j en moyenne 23 m³/j retenus		23 m³/j sur 5 jours	
<b>Paramètres</b>	<b>Concentration maximale en mg/l</b>	<b>Flux maximal mesuré / flux retenu (+30%)</b>	<b>Concentrations limites - en mg/l</b>	<b>Flux limites en kg/j</b>
<b>DCO</b>	7030	88 kg/j / 114 kg/j	100 *	2,3 rendement garanti : 93%
<b>DBO5</b>	3960	60 kg/j / 78 kg/j	30 *	0,69 rendement garanti : 95%
<b>MES</b>	160	4,8 kg/j / 6,3 kg/j	30 *	0,69 rendement garanti : 76%
<b>NGL</b>	19,1	0,36 kg/j / 0,47 kg/j	pas de VLE dans l'AM du 20/04/2005	0,35
<b>P</b>	51 (13 en moyenne)	0,39 kg/j / 0,51 kg/j	pas de VLE dans l'AM du 20/04/2005	0,046
<b>Hydrocarbures totaux</b>	14,2 (3 en moyenne)	174 g/j	10	
<b>Indice phénols</b>	0,11	1,3 g/j	0,3 (si flux rejeté > 3 g/j)	
<b>AOX</b>	12 (5 en moyenne)	0,15 kg/j	1 (si flux rejeté > 30 g/j)	
<b>Métaux totaux</b>	Non calculé	Non calculé	15 (si flux rejeté > 100 g/j)	
<b>Fe et ses composés</b>	3,3	80 g/j	5	
<b>Pb et ses composés</b>	<0,01	-	0,5	
<b>Ni et ses composés</b>	<0,01	-	0,5	
<b>As et ses composés</b>	<0,01	-	0,05	
<b>Cu et ses composés</b>	0,03	0,9 g/j	0,5	
<b>Zn et ses composés</b>	0,3	4 g/j	2	
<b>Trihalométhane (THM)</b>	Pas de donnée	Pas de donnée	1	

\* valeur limite proposée plus restrictive que celle de l'AM du 20/04/2005 qui prévoit les valeurs suivantes :

DCO : 300 mg/l (si flux rejeté < 50 kg/j)

DBO5 : 100 mg/l (si flux rejeté < 30 kg/j)

MES : 100 mg/l (si flux rejeté < 15 kg/j)

La filière de traitement sera composée des équipements suivants :

- une cuve tampon de 25 m³ pour le stockage des rejets de distillation,
- un regard de décantation et un poste de relevage (2 pompes de 20 m³/h) avec dégrilleur, pour le refoulement des eaux résiduaires industrielles vers la lagune,
- une lagune aérée de 2200 m³ équipée de 2 turbines flottantes de 11 kW,
- une lagune de décantation de 492 m³,
- une série de 3 lits plantés de roseaux de 33 m² chacun, alimentés par 2 pompes de 10 m³/h,
- un canal de comptage débitmétrique.

La masse d'eau réceptrice la plus proche est le ruisseau de la petite Aubance. Cette masse d'eau est aujourd'hui déclassée (en raison notamment du rejet de la station d'épuration communale). Elle présente en particulier une qualité moyenne en matière organique et oxydables, en matières phosphorées et azotées. L'exploitant n'a donc pas prévu de rejet direct dans ce milieu récepteur. Les effluents traités seront stockés dans une réserve en vue de leur utilisation pour l'irrigation de cultures.

L'exploitant prévoit d'assurer une surveillance de la qualité de ses rejets avant transfert vers la réserve d'irrigation : surveillance mensuelle pour les paramètres MES, DBO et DCO, et semestrielle pour les autres paramètres.

#### L'utilisation des eaux traitées en irrigation

La création d'une réserve d'irrigation a fait l'objet d'un dossier Loi sur l'eau déposé en 2016. Un récépissé de déclaration a été délivré en date du 2 juin 2016 pour cette réserve, qui présentera un volume de 14 000 m³. Elle est conçue pour collecter et stocker les eaux traitées de Natinov (7200 m³/an au maximum) ainsi que les eaux de ruissellement du bassin versant amont (volume de 6800 m³/an). Elle sera implantée en limite sud du site, sur des terrains dont Natinov a fait l'acquisition.



L'irrigation sera mise en œuvre par l'exploitant agricole voisin, le GAEC du Puits, sur des parcelles proches de la réserve, représentant 27,54 hectares, desservies par un réseau d'irrigation enterré. Une analyse des éléments-traces métalliques dans les sols a été réalisée en deux points de la surface irrigable. Les teneurs mesurées sont largement inférieures aux valeurs limites de concentration fixées dans l'arrêté du 2 février 1998 (prescriptions relatives à l'épandage). Des analyses de sols seront réalisées tous les 10 ans.

Le programme d'irrigation a été établi en tenant compte des besoins en eau des cultures (maïs ensilage, maïs grain et luzerne). La gestion de l'irrigation s'effectuera par ailleurs en fonction de la pluviométrie locale.

Sur le plan sanitaire, les eaux brutes ont fait l'objet d'une analyse sur les paramètres sanitaires *Escherichia Coli*, *Enterocoques intestinaux*, Spores de Bactéries anaérobies sulfitoréductrices et Bactériophages à ARN F spécifiques. Il en ressort que les eaux sont faiblement chargées en micro-organismes.

L'irrigation sera réalisée par aspersion à canon haute pression (portée de 40 à 50 m selon la pression). Les zones irrigables seront situées :

- à plus de 50 m d'un forage utilisé pour l'abreuvement des animaux,
- à une distance des habitations de plus de deux fois la portée des asperseurs.

Une convention a été établie entre NATINOV et le GAEC du Puits pour définir les conditions d'utilisation des eaux traitées (valeurs limites à respecter par NATINOV) et de mise en œuvre de l'irrigation.

### **Les nuisances liées au système de traitement**

Certains équipements du système de traitement des eaux (moteurs des pompes, aérateurs) sont susceptibles de générer du bruit. Une mesure de bruit sera réalisée après la mise en service des installations de traitement. L'exploitant s'engage à mettre en place le cas échéant des mesures correctives (mise en place de capots d'insonorisation sur les turbines d'aération, ...).

Le procédé de traitement est susceptible de générer des odeurs en cas de développement de conditions anaérobies dans les ouvrages (en cas de surcharge de la station de traitement, de manque d'oxygénation dans la lagune ou les filtres plantés de roseaux, d'accumulation de boues dans les lagunes). Pour prévenir ce risque, les mesures suivantes sont prévues :

- dimensionnement des installations en fonction des flux réels attendus ;
- bon brassage et bonne oxygénation assurés grâce aux deux turbines prévues dans la lagune ;
- pour les filtres plantés de roseaux, drains de collecte en fond de massif connectés à des conduits de ventilation, permettant d'assurer le drainage des gaz et une bonne circulation d'air dans le massif filtrant, et d'éviter toute zone de fermentation ;
- curage régulier des deux lagunes.

A noter que les ouvrages d'épuration seront implantés au sud du site, à l'écart des premières habitations (>100 m).

## **III - Analyse et propositions de l'inspection des installations classées**

### **III.1 - Situation administrative et textes applicables aux installations**

Après examen de la demande déposée par l'exploitant, il apparaît que les installations du site faisant l'objet de la demande d'antériorité relèvent désormais du régime de l'enregistrement sous la rubrique 4331, et du régime de la déclaration sous la rubrique 4718.

Pour les installations disposant de l'antériorité au titre des rubriques 4331 et 4718, les dispositions réglementaires applicables restent celles des arrêtés ministériels suivants, notifiés à l'exploitant avec le récépissé de déclaration du 7 mars 2012 :

- **rubrique 4331** :
  - l'arrêté du 20 avril 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 (précédemment rubrique 1433) ;
  - l'arrêté du 22 décembre 08 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 (précédemment rubrique 1432) ;
- **rubrique 4718** : l'arrêté du 23 août 2005 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 (précédemment rubrique 1412).

Par ailleurs, les installations existantes soumises à déclaration au titre des rubriques 2910 et 2921 sont soumises aux dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales suivants :

- rubrique 2921 : l'arrêté du 14 décembre 2013, dans les conditions fixées à l'article 2 visant les installations existantes ;
- rubrique 2910 : l'arrêté du 03 août 2018, dans les conditions fixées à l'article 2 visant les installations existantes.

- **Au vu de ce qui précède, il est proposé de prendre acte de l'antériorité des installations pour les rubriques 4718 et 4331, et de mettre à jour en conséquence le classement de l'établissement (cf. article 2 du projet d'arrêté joint). Il est proposé de préciser dans le projet d'arrêté les dispositions réglementaires applicables à chaque installation classée (cf. article 4).**

## **II. 2 – Création d'un dispositif de traitement des eaux résiduaires industrielles**

Les modifications projetées visent à améliorer la gestion des eaux résiduaires industrielles, avec une maîtrise sur site de leur traitement. L'utilisation des eaux traitées en irrigation permet de limiter l'impact sur le milieu récepteur déjà déclassé et s'inscrit parfaitement dans les dispositions du SDAGE relative à la réduction de la pollution organique dans les milieux aquatiques (dispositions 3A-1-réduction des rejets ponctuels, recherche de solution alternative, telle que la réutilisation en irrigation) et à la maîtrise des prélèvements d'eau (dispositions 7A-4-économiser l'eau par la réutilisation des eaux usées épurées).

Les modifications projetées n'entraînent pas d'impact significatif sur l'environnement. Elles sont jugées non substantielles et ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier d'enregistrement.

S'agissant des valeurs limites de rejet (caractéristiques physico-chimiques) à respecter pour les eaux résiduaires traitées utilisées en irrigation, les valeurs limites sont a minima celles applicables pour un rejet au milieu naturel. L'exploitant s'engage ainsi à respecter les valeurs limites en concentration fixées dans l'arrêté du 20 avril 2005 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4331, et des valeurs limites plus restrictives pour la DCO, la DBO5 et les MES (au vu des capacités d'épuration du système prévu).

L'arrêté du 20 avril 2005 reste en effet applicable, par antériorité, aux installations du site relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331. Toutefois, les dispositions concernant les émissions dans l'eau de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331, sont également applicables. En sus des valeurs limites en concentration fixées dans l'arrêté du 20 avril 2005, l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 modifié fixe des valeurs limites pour les paramètres azote global, phosphore total, benzène, toluène, xylène, qui devront être respectées.

- **Il est proposé de fixer par arrêté préfectoral complémentaire (cf. article 5.3.2 du projet d'arrêté joint) les valeurs limites de rejet proposées par l'exploitant pour la DCO, la DBO5 et les MES, mais aussi pour les autres paramètres (respect des dispositions des arrêtés du 20 avril 2005 et 1<sup>er</sup> juin 2015).**

S'agissant de la surveillance des eaux résiduaires traitées, avant stockage dans la réserve d'irrigation, l'exploitant a proposé une surveillance mensuelle pour les paramètres MES, DBO5 et DCO et semestrielle pour tous les autres paramètres. Or les modalités de surveillance des rejets aqueux doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 susvisé, qui sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Cet arrêté prévoit une surveillance mensuelle des paramètres MES, DBO5 et DCO (comme proposé par l'exploitant), ainsi que des paramètres azote global et phosphore.

Une surveillance trimestrielle est à prévoir pour les hydrocarbures totaux.

Pour les paramètres zinc, benzène, toluène et xylène, une surveillance trimestrielle est à prévoir en cas de dépassement d'un seuil de flux. Dans le cas présent, les seuils de flux visés dans l'arrêté ministériel ne seront pas dépassés. Une surveillance semestrielle de ces paramètres, comme proposé par l'exploitant, apparaît donc suffisante.

Enfin, pour les autres paramètres (indice phénols, AOX, Fe, Pb, Ni, As, Cu, métaux totaux, THM), l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 2015 n'impose pas de fréquence de surveillance réglementaire. La fréquence de surveillance semestrielle proposée par l'exploitant apparaît satisfaisante au regard des flux attendus.

L'exploitant n'a pas proposé de contrôle de la qualité sanitaire des rejets. L'analyse réalisée sur eaux brutes montre que les effluents sont faiblement chargés en micro-organismes. Au vu de l'activité du site, le risque de dérive de la qualité sanitaire des rejets est donc faible. Néanmoins, une surveillance a minima annuelle permettrait de s'en assurer.

- **Il est proposé de fixer par arrêté préfectoral complémentaire (cf. article 5.3.4 du projet d'arrêté joint) les conditions de surveillance des rejets aqueux pour les paramètres physico-chimiques. Une surveillance annuelle des paramètres sanitaires est par ailleurs proposée.**



S'agissant de la réutilisation des eaux traitées en irrigation, comme indiqué précédemment, les risques sanitaires sont limités.

Il est à noter que l'arrêté du 02 août 2010 modifié, relatif à l'utilisation d'eaux issues du traitement d'épuration des eaux résiduaires urbaines pour l'irrigation de cultures ou d'espaces verts, n'est pas applicable au cas présent. Toutefois, les conditions d'utilisation des eaux traitées proposée par l'exploitant, notamment en ce qui concerne la qualité des eaux, leur surveillance, les modalités d'irrigation (en particulier respect de distances d'éloignement par rapport aux zones sensibles) sont de nature à garantir la protection de la santé publique et de l'environnement.

- **En sus des prescriptions relatives à la qualité des eaux traitées et à leur surveillance, il est proposé de fixer par arrêté préfectoral complémentaire (cf. article 5.3.5 du projet d'arrêté joint) les conditions de mise en œuvre de l'irrigation (distances d'éloignement, ...).**

S'agissant des nuisances potentielles, l'exploitant a prévu des mesures de prévention du bruit et des odeurs. Il est rappelé qu'en matière de bruit, les arrêtés de prescriptions générales applicables aux installations (rappelés au paragraphe III.1 du présent rapport) fixent les valeurs limites de bruit à respecter en limites de propriété, ainsi que les émergences réglementaires à respecter en zones à émergence réglementée.

- **Il est proposé de fixer par arrêté préfectoral complémentaire (cf. article 6 du projet d'arrêté joint) l'obligation de réaliser une campagne de mesures de bruit après la mise en service de la station de traitement, en vue de vérifier la conformité des niveaux sonores.**

#### IV - Conclusions

**CONSIDÉRANT** que depuis le changement de nomenclature introduit par le décret du 3 mars 2014, les installations de stockage et d'emploi de liquides inflammables du site relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331, et l'installation de stockage de gaz inflammable liquéfié relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4718 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre acte de l'antériorité des installations susvisées, et de mettre à jour le classement des installations du site ;

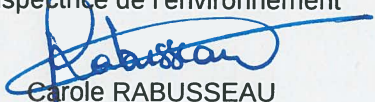
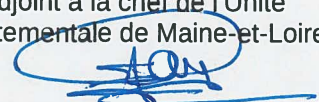
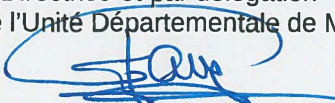
**CONSIDÉRANT** que les modifications projetées visent à améliorer la gestion des eaux résiduaires industrielles du site, avec une maîtrise sur site de leur traitement ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications projetées, visant la mise en place d'un système de traitement des eaux résiduaires industrielles, ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les modalités de gestion des eaux résiduaires industrielles nécessitent d'être encadrées, notamment en ce qui concerne les valeurs limites de rejets, la surveillance des rejets, et les modalités d'irrigation ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies dans le projet d'arrêté joint, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

L'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande présentée par la société NATINOV, sous réserve de l'application des prescriptions proposées ci-jointes et propose au préfet de Maine-et-Loire de soumettre ce dossier à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

<b>RÉDACTEUR</b> L'inspectrice de l'environnement  Carole RABUSSEAU	<b>VÉRIFICATEUR</b> L'adjoint à la chef de l'Unité Départementale de Maine-et-Loire  Emmanuel PARISOT
VALIDÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation L'adjoint à la chef de l'Unité Départementale de Maine-et-Loire  Emmanuel PARISOT	

